MARS 1975 - NUMÉRO 13

50 CENTS

SPÉCIAL

CHILI-QUÉBEC INFORMATIONS

CAMPAGNE POUR LA LIBÉRATION DES FEMMES CHILIENNES EMPRISONNÉES

SOMMAIRE

	PAGE
– DOCUMENTS: RAPPORTS DE COMMISSIONS D'ENQUÊTE ET DE MISSIONS AU CHILI	2
– CAMPAGNE POUR LA LIBÉRATION DES FEMMES CHILIENNES EMPRISONNÉES	3
– CAS ET TÉMOIGNAGES DE FEMMES	4
– TROIS ANNÉES DU GOUVERNEMENT POPULAIRE	6
– LA FEMME CHILIENNE	7
– PARTICIPATION DE LA FEMME À LA RÉSISTANCE POPULAIRE	10
– LE CHILI DERRIÈRE LES BARBELÉS	13
– LOTA (POÈME)	14
– CHILI: TRIBUNAL RUSSELL II RAPPORT: PROF. LUIS VITALE	
– CAMPAGNE POUR LES ENFANTS TORTURÉS	
– UN OBJECTIF CONCRET ET RÉALISABLE	15
– RÉUNION POPULAIRE	16

BON DE COMMANDE

ABONNEMENT RÉGULIER $ 5.00 (pour un an)
ABONNEMENT DE SOUTIEN $10.00 (pour un an)

Nom . . . . . Date . . . . .

Adresse . . . . . Tél . . . . .

. . . . . .

Abonnement de soutien ☐
Abonnement régulier ☐

NUMEROS A L'UNITE: $0.50

Faire votre chèque ou mandat-poste à l'ordre du Comité de Solidarité Québec-Chili, et retourner-le à 356 rue Ontario Est, Montréal.

DOCUMENTS :

RAPPORTS DE COMMISSIONS D'ENQUÊTE ET DE MISSIONS AU CHILI

Rapport de la mission à Santiago (1-8 novembre 1973), Amnistie Internationale.

Document de la Commission internationale d'enquête sur les crimes de la Junte militaire chilienne (Helsinki 21-24 mars 1974).

Rapport du "Comité de Cooperacion Para La Paz en Chile" (mars 1974).

Rapport final de la Commission Internationale des juristes - Mission au Chili, (avril 1974), Genève.

Rapport du "Lawyers Committee on Chile" des E.U. (mai 1974).

Rapport de J.P. Morray du Comité "For Chilean Political Prisoners" (Voyage au Chili, 4 avril - 1er mai), E.U.

Rapport de la Commission du "Chile Committee for Human Rights" (août 1974) Londres.

Documents sur la répression des droits humains par la Junte au Chili, Amnistie Internationale (septembre 1974), Canada.

Rapport de "The Chicago Commission of Inquiry into Status of Human Rights in Chile", E.U.

Rapport, voyage au Chili, décembre 1973 du Prof. Lionel Vallée, Université de Montréal.

Rapport "Testimony on Human Rights Violations in Chile" (Congressional Record - U.S.A.), juillet 1974.

Rapport de la Mission Me B. Mergler et Me G. LeBel, à Santiago, Chili (juin 1974).

Documents internes du Comité international de Cooperacion para La Paz - Santiago, Chili.

Témoignages au Tribunal Bertrand Rusell II:

Session Rome (avril 1974)
Session Bruxelles (janvier 1975)

Tous ces rapports peuvent être consultés au Centre de documentation du Comité de Solidarité Québec-Chili

COMITÉ DE SOLIDARITÉ QUÉBEC-CHILI, 356 ONTARIO EST MTL 129
TÉL. 842-8459

Lithographié par Journal Offset Inc.
254 Benjamin-Hudon, Ville St-Laurent

Campagne pour la libération des femmes chiliennes emprisonnées

La situation actuelle au Chili en est une de répression féroce contre les forces populaires de résistance à la dictature. La Junte militaire considère encore les organisations populaires et politiques comme des ennemis à abattre.

Bien que la Gauche est en période de repli, elle lutte pour la survie de ses organisations et le soutien idéologique des masses. Plusieurs indices montrent que le peuple chilien et ses leaders politiques ne se soumettent pas, signe que les militaires n'atteignent pas leur but.

Dans ce contexte, la solidarité internationale est d'une importance majeure. Elle contribue à ce que la répression soit moins sauvage, elle donne espoir et confiance aux masses, permet ainsi aux organisations révolutionnaires de progresser et contribue à affaiblir la Junte. Pendant que les fascistes chiliens essaient d'obtenir pour leur survie la renégociation de la dette extérieure chilienne par les pays créanciers dont le Canada, nous devons nous unir pour leur apposer notre Résistance.

L'Amérique latine est le continent où les peuples opprimés et l'impérialisme américain mènent la plus formidable bataille, notre sort en dépend. Dans cette perspective seulement, notre solidarité prend tout son sens.

D'ailleurs, la solidarité du peuple québécois avec le peuple chilien s'est manifestée à plusieurs occasions, signe que la conscience de la nécessité de la solidarité internationale des travailleurs existe et progresse.

Pourquoi cette campagne?

En cette année, où à tort et à travers, on parle de la "libération de la femme" des milliers de femmes croupissent dans les prisons du Chili et d'Amérique latine, elles subissent, à cause de leur sexe, des tortures spécifiques.

Cette campagne vise à libérer des femmes emprisonnées et pour que cessent les tortures qu'elles subissent. Il s'agit d'attirer l'attention de l'opinion publique sur le fait que la répression n'épargne personne, que des milliers de femmes, dont bien peu sont illustres, ont joué un rôle actif dans l'avancement de la classe ouvrière au Chili, que plusieurs participent à la Résistance contre la dictature, que leur libération, comme celle de milliers d'hommes est une nécessité pour le mouvement populaire de Résistance.

Faire cette campagne c'est libérer des militantes pour la Révolution au Chili, c'est aussi contribuer à rendre plus clair, ce qui lie la libération des femmes, comme groupe social, à celle des prolétaires comme classe.

SOURCES: CHILI, le dossier noir, éditions Gallimard, Paris 1974. Amnistie Internationale

CAS ET TÉMOIGNAGES DE FEMMES

L'île Dawson

Elsa Rudolfi, actrice chilienne

Elsa Rudolfi, connue sous le nom de Coca, étudia l'art dramatique à l'université Catholique de Santiago jusqu'à l'obtention de son diplôme en 1970. Coca était membre du syndicat chilien des acteurs de théâtre, SIDARTE; ce syndicat, comme tant d'autres, a été pris en main par les autorités militaires.

Coca a été arrêtée à son domicile à Santiago en octobre 1973, quelques semaines après le coup d'état de septembre. Dès le début de son interrogatoire, Coca avait été brutalement battue: elle souffre depuis de surdité permanente. Après un mois de détention, elle fut transférée à la prison des femmes de Buen Pastor où elle attend toujours son procès. En dépit du fait qu'aucun chef d'accusation n'ait encore été formulé, on sait que le tribunal militaire a recommandé une sentence de 15 ans.

Sous l'administration des religieuses, le couvent Buen Pastor sert également de "maison correctionnelle pour femmes". Les prisonnières politiques sont isolées des autres femmes dans une partie séparée du couvent. La plupart d'entre elles ont été torturées; plusieurs ont été assaillies sexuellement, violées.

L'emprisonnement d'Elsa Rudolfi doit être situé dans un contexte plus global. Depuis le coup militaire, les arts populaires ont été virtuellement éliminés au Chili. Pendant les trois années du gouvernement de l'Unité Populaire, le théâtre populaire, le ballet et le cinéma avaient connu un essor extraordinaire. Depuis septembre 1973, plusieurs companies artistiques ont dû se dissoudre, le Ballet National Folklorique par exemple, dont le directeur a été exilé après son incarcération au Stade National. Les écoles d'art dramatique attachées aux universités nationales ont été gravement touchées par l'arrestation de nombreux enseignants: au département d'art dramatique de l'Université du Chili à Santiago, 44 des 60 acteurs et professeurs ont été limogés en mars 1974.

Léonor, 29 ans, de la section de tortures des femmes dans un bateau à Valparaiso. Je suis une femme de gauche et je fais partie des centaines de milliers de femmes qui ont voté pour l'Unité Populaire aux dernières élections. Je n'ai jamais milité dans aucun parti, et je n'ai jamais participé à des tâches d'activiste, m'en tenant à mes travaux strictement professionnels. Lorsqu'on m'a arrêtée on n'a trouvé chez moi que deux revues éditées par les organes de presse du gouvernement Allende.

Je suis conduite dans un bateau transformé en prison amarré au port. A ce moment, on me sépare définitivement de mes amis, qui sont emmenés, toujours sous les coups, dans la partie inférieure du bateau.

La majorité des prisonnières se trouvent depuis 10 jours dans ces conditions, sans qu'il y ait contre elles de charges concrètes, d'autres n'ont même pas été interrogées. La nourriture consiste en un plat d'environ 30 grammes de haricots et un verre d'eau une fois par jour. L'état physique et moral du groupe est déplorable. Ce samedi, il y a trois crises d'hystérie. L'une des femmes, Nora, 24 ans, peut à peine parler car l'instrument qui sert à l'application de la torture électrique pendant les interrogatoires lui a brûlé la lèvre inférieure. Elle est là depuis 9 jours et elle a été torturée 3 fois. On l'a aussi torturée à l'électricité sur les seins et les organes génitaux. De temps en temps un garde entre et appelle une des détenues par son nom. Avant de sortir on lui bande les yeux et elle est emmenée dans une salle où se trouvent les 3 ou 5 officiers qui procèdent aux interrogatoires. Il y a un contraste entre l'attitude cruelle des officiers et la façon humaine dont nous traitent les simples soldats en dehors de la présence de leurs chefs. La plus jeune des prisonnières, Anita, 15 ans, est la fille d'un important parlementaire communiste. Elle a été traitée avec brutalité pour lui faire avouer le lieu de refuge de son père. Elle a été pendue par les poignets complètement nue, les yeux bandés; les questions étaient suivies de coups de poing dans l'estomac, on lui pinçait les seins et on la menaçait constamment de la violer. Le vocabulaire était obscène et dégradant, le produit d'esprits dégénérés.

J'ai été libérée exactement 26 heures après mon arrestation, grâce à un ami membre des forces armées qui est intervenu en ma faveur auprès des autorités; je n'ai pas subi d'interrogatoire.

L'origine de la perquisition de mon domicile m'est encore inconnue. Je n'ai plus rien su de mes camarades de cellule ni de mes amis, pour lesquels je n'ai rien pu faire.

Témoignage d'une colombienne, détenue au Stade National

Tous mes papiers étaient en règle: j'étais boursière de la conférence épiscopale latino-américaine au Chili. J'ai été arrêtée dans la rue en arrivant chez moi. Au moment où nous arrivions au stade, deux camions en sortaient. Un officier dit: "Emmenez le chargement de la nuit dernière". Les gens étaient jour et nuit sur le pavé, les jambes ouvertes et les mains derrière la tête. Les militaires examinaient minutieusement chaque femme. Quelques-uns en abusaient. Dans la cellule, une Yougoslave était en train d'avorter. Elle avait été arrêtée à l'aéroport. Elle n'avait pas mangé pendant trois jours. On la soignait à l'aspirine et au valium. Il y avait sept autres femmes enceintes, et aucune n'était soignée. Hélène, un docteur du compamento Nueva La Habana, fut chargée par un médecin militaire de s'occuper de la santé des prisonniers. Le lendemain elle fut enfermée dans un cachot, accusée de pratiquer illégalement la médecine et d'être un meneur. On la frappait tous les jours. Elle fut maintenue dans l'isolement complet pendant les quinze jours que je passai au stade. Nancy, une chilienne, fut emmenée à la FACH. On lui appliqua l'électricité sur les seins et les organes génitaux. Com-

à suivre page 12

me elle ne disait rien et ne pleurait pas, ils en ont déduit qu'elle était entraînée pour ce genre de traitement, et ils se sont acharnés sur elle. Vera Lucia, une Brésilienne arrêtée avant le putsch, fut violée par trois officiers de la FACH, dans le souterrain du Ministère de la défense. Elle resta couchée par terre et eut une infection. On la soignait à l'aspirine. Elle ne fut pas interrogée. Presque toutes les femmes subissaient des simulacres d'exécution. Grand nombre d'entre elles avaient été violées et torturées dans les commissariats. Des femmes de Puente Alto racontaient qu'on les avait laissées dehors pendant huit jours, pieds et mains liés. On ne leur donnait que de l'eau. D'autres femmes furent tondues. Une femme de 72 ans, après avoir été torturée, reçut une arme et l'ordre de se suicider. Nous l'appelions la grand-mère. Elle organisait le groupe et lui donnait du courage. Quelques jours après elle fut isolée et emmenée aux toilettes. Elle portait sur le front deux "F", ce qui voulait dire qu'elle serait fusillée. Elle s'appelait Mme Mercedès.

Récit de quelques femmes parmi d'autres...

"Lorsque je lisais ce que les Nord-Américains faisaient aux femmes vietnamiennes, je frémissais d'horreur, mais je pensais que c'était très loin de nous. Je n'aurais jamais pensé qu'il m'arriverait de souffrir une chose semblable et surtout pas de la part des militaires chiliens."

C'est par cette brève déclaration qu'une humble fonctionnaire de l'hôpital Barros Luco, tombée dans les griffes de la dictature presque un mois après le coup d'Etat, commence son récit dramatique.

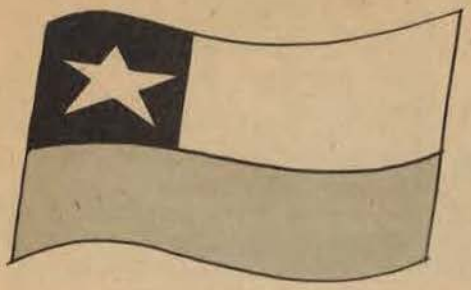
"On entendait des cris quand soudain quelqu'un est entré et m'a appelée par mon nom. Nous avions très peur. J'ai marché quelques mètres à l'air libre et on m'a fait entrer dans une pièce où j'ai senti la présence de plusieurs hommes. Immédiatement on a commencé à me poser des questions sur les armes, les médicaments volés et les médecins de gauche. Comme je ne disais rien ils se sont mis à me frapper violemment à la tête, tout en m'insultant grossièrement. J'ai commencé à pleurer et je ne pouvais presque pas parler. Tout d'un coup celui qui m'interrogeait m'ordonna de me déshabiller. Je ne voulais pas, mais ils m'y ont forcée. Bien que je sois nue, ils ont continué à me frapper. Ils m'ont menacé d'amener un homme qui avait violé une petite fille pour qu'il fasse la même chose avec moi. Moi, je ne faisais que pleurer désespérément. Ils ont fait appeler le violeur et quand il a été devant moi ils m'ont enlevé le bandeau pour que je le voie. C'était un paysan pauvre. Il était en désordre et le sang lui couvrait le visage. Ses vêtements étaient en lambeaux. Celui qui menait l'interrogatoire lui ordonna de me violer mais le paysan n'obéissait pas. On me banda de nouveau les yeux et ils se mirent à le frapper. Au bout d'un bon moment pendant lequel les coups et les menaces de viol continuaient, ils m'ont ordonné de m'habiller. Je tremblais et je pleurais de façon hystérique, je criais. Ils m'ont emmenée dans la pièce où se trouvaient mes camarades. Là, je me suis un peu calmée."

Mais cela ne dura pas longtemps car les militaires avaient obtenu d'un garçon malade et très faible qu'il donne les noms de quelques dirigeants. Le pauvre garçon paya cher sa faiblesse car les militaires s'acharnèrent à le frapper en croyant qu'il pourrait révéler l'existence d'armes. De nouveau la fonctionnaire fut appelée pour un interrogatoire et cette fois les tortionnaires ont été plus cruels: ils savaient qu'ils avaient entre leurs mains une dirigeante importante. Le récit continue:

"Quand ils m'ont emmenée pour la deuxième fois, j'étais atterrée, mais décidée à ne pas parler. Je savais qu'ils me tortureraient avec plus de brutalité si je dénonçais un camarade. De nouveau, ils m'ont déshabillée et tandis qu'ils le faisaient ils me touchaient tout le corps. A un moment donné, j'ai senti qu'on m'enfonçait un crayon entre les côtes et on le passait de haut en bas en appuyant un côté du thorax avec force.

"De nouveau ils ont appelé le violeur et ont continué à lui ordonner de me violer. Ils ont menacé de le frapper s'il ne le faisait pas, mais le paysan refusa. Il y avait des moments où j'étais convaincue que le violeur allait se jeter sur moi. Ils lui criaient de le faire. A un moment, avec tous ces mouvements pour m'enlever et me remettre les vêtements, le bandeau m'est tombé des yeux et j'ai pu voir celui qui m'interrogeait. Jamais je ne me le serais imaginé comme ça. Il était grand, blond, avec des yeux verts, il avait moins de 30 ans. Il était réellement ce qu'on appelle un joli garçon. Ils ont continué à me battre pendant un moment, mais je ne sentais presque pas les coups et je pleurais. Ils m'ont habillée et ramenée avec mes camarades. Nous avons passé toute la nuit éveillées à entendre les cris des autres torturés. Nous avions les nerfs à vif. Le jour suivant et toujours les yeux bandés nous avons été transportées en camions au Stade National. Là, il y avait des centaines d'ouvrières, de fonctionnaires du SNS, de professeurs, de professions libérales et des dirigeants syndicaux qui supportaient depuis plusieurs jours les rigueurs de ce camp de concentration".

à suivre page 12



TROIS ANNÉES DU GOUVERNEMENT POPULAIRE

En septembre 1970, la Gauche chilienne se présente unie aux élections pour la troisième fois, dans la coalition appelée "Unité Populaire". Allende est élu Président de la République. Le programme de l'Unité Populaire prétend supplanter le capitalisme en respectant la légalité existante. L'Unité Populaire ne compte ni sur l'appui du Parlement où elle est représentée en minorité, ni sur le Pouvoir judiciaire (organisme composé par les secteurs les plus réactionnaires, destiné à maintenir et défendre les intérêts de la bourgeoisie), ni sur les Forces Armées, institution bourgeoise créée pour conserver "l'ordre établi" par les classes dominantes.

C'est dans ce contexte que commence la mise en pratique du programme. Dès l'application des premières mesures, il se produit une avance considérable des mobilisations populaires par tout le pays, dépassant déjà le programme. Face à la nationalisation des entreprises minières, les travailleurs se mobilisent dans leurs propres industries et en demandent le contrôle.

En avril 1971, ont lieu les élections municipales que les forces de gauche remportent avec 50% des votes. Devant ce résultat, la droite lance son offensive, utilisant le boycottage, le sabotage ouvert, étant donné que la distribution des aliments et des produits en général était entre ses mains. Ils limitent le marché, stockant la plus grande partie des produits afin de provoquer l'incertitude et la méfiance chez la population et d'augmenter leurs capitaux grâce à la création du marché noir. L'incertitude s'installe surtout dans les couches les plus réactionnaires de la petite et grande bourgeoisie. Les difficultés économiques créées par eux avec l'appui de l'impérialisme américain, réussissent à mobiliser un grand nombre de femmes représentantes de ces couches pour une manifestation en décembre 1971, mieux connue sous le nom de la "marche des casseroles vides".

Face à ces mobilisations de la bourgeoisie, on retrouve deux positions parmi la direction des partis et des mouvements de gauche: un secteur affirme qu'il est nécessaire de consolider avant de continuer à avancer, en essayant d'attirer la petite bourgeoisie, surtout par le dialogue avec la direction de la Démocratie-Chrétienne, parti de centre-droite. L'autre secteur affirme qu'il est nécessaire d'avancer sans concession et le démontre d'une façon organisée en convoquant l'Assemblée du Peuple à Concepción (Ville au Sud de Santiago), ce qui provoque une radicalisation plus grande chez les secteurs les plus avancés de l'Unité Populaire, et de là naissent les premiers bourgeons du double pouvoir. En juillet 1972, la Démocratie Chrétienne rompt le dialogue avec l'Unité Populaire.

En octobre 1972, la bourgeoisie reprend l'offensive d'une manière plus organisée. Simultanément, on lutte sur le plan institutionnel (Parlement, pouvoir judiciaire) et sur un autre plan, celui du terrorisme et de l'illégalité (sabotage, assassinats).
Avec l'appui financier de l'impérialisme américain, commence la grève générale des propriétaires de camions et des professionnels (médecins, avocats, ingénieurs). C'est face à cette importante percée que se développe une forte contre-offensive de la classe ouvrière et qu'apparaissent des formes d'organisation du prolétariat, comme l'occupation des industries et la création de commandos communaux (regroupant les organisations de masse des quartiers et des usines), qui assument des tâches de contrôle et d'auto-défense.

Devant ces faits, le Gouvernement essaie de maintenir l'équilibre entre la dynamique révolutionnaire et les concessions toujours plus grandes faites à la bourgeoisie, en formant en novembre 1972 un cabinet composé de civils et de militaires. Une des plus importantes concessions fut l'approbation par le Parlement de la "Loi sur le contrôle des armes", loi qui confie aux Forces Armées un pouvoir illimité de répression contre la classe ouvrière, laissant les groupes d'extrême droite agir impunément.

C'est dans ce cadre politique que commence, au début de 1973, la campagne électorale du Parlement. La droite concentre ses forces pour essayer d'obtenir le triomphe électoral en vue de destituer le Gouvernement par des mécanismes légaux. C'est le moment où la combativité des masses est à son expression la plus haute: elles exigent la fermeture du Parlement, la dissolution du mouvement d'extrême droite "Patrie et Liberté", l'étatisation de toutes les entreprises occupées par les ouvriers, l'expropriation de toute terre dont la superficie est supérieure à 40 hectares, la planification de la distribution directe des aliments.

· Devant cela, la droite lance un appel ouvert aux Forces Armées, leur demandant de se soulever contre le Gouvernement constitutionnel, invoquant le caractère insoutenable de la crise économique et sociale.

LA FEMME CHILIENNE

Comme dans tout pays capitaliste, elle est victime de la sur-exploitation. D'un côté, elle subit l'exploitation de classe et de l'autre, celle due à sa condition de femme avec toute la discrimination que cela signifie.

Les dures conditions de la vie familiale prolétaire pèsent davantage sur la femme, étant donné qu'elle doit affronter toutes les dépenses du foyer avec des salaires extrêmement bas.

On a l'habitude de dire que quand la femme ne travaille pas hors du foyer, "elle ne travaille pas".

Cette conception est un produit de l'idéologie bourgeoise qui amène à croire que l'activité domestique est quelque chose de naturel à l'"essence féminine" et empêche la prise de conscience de l'exploitation dans les relations de travail et dans la société en général. La réalité, c'est que la femme travaille durement, étant la première à commencer le matin et la dernière à terminer le soir.

En ce sens, Lénine dit que les femmes " . . . demeurent dans l'esclavage domestique, sont 'les esclaves du foyer', vivent écrasées par le travail le plus mesquin, le plus ingrat, le plus dur et le plus abrutissant: celui de la cuisine et, en général, celui de l'économie domestique familiale et individuelle".

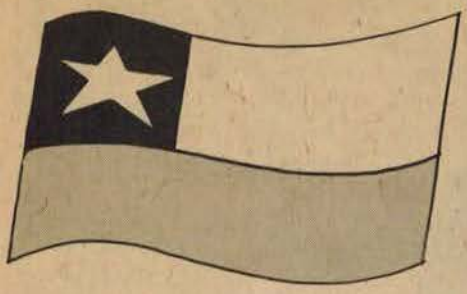
A cause des bas salaires rapportés par "le chef du foyer", la femme doit chercher n'importe quel type de travail qui lui permette d'augmenter les revenus. Une grande partie des femmes doivent consacrer leurs efforts au service de familles des classes dominantes, à temps partiel (pour le lavage, le repassage) ou à temps plein. Ces travaux sont mal payés et en même temps les obligent à délaisser leurs propres enfants, laissant ceux-ci abandonnés sans aucune protection familiale ou sociale. D'autres dans des conditions encore pires, se voient poussées à entrer sur le marché de la prostitution et du vagabondage, la classe dominante tirant parti de cette situation pour son propre profit.

Dans le domaine du travail productif, elle doit occuper des postes de moindre qualification, dans des conditions et avec des salaires inférieurs à ceux de l'homme. Le droit à l'éducation fut toujours limité pour la classe ouvrière et plus encore pour la femme; comme nous l'avons signalé plus haut, on assigne à celle-ci un rôle à prédominance domestique, pour lequel, suppose-t-on, elle n'a pas besoin d'une plus grande préparation. Les universités sont réservées aux classes dominantes, tout comme les professions qualifiées. La grande majorité des étudiantes universitaires viennent des couches de la moyenne et grande bourgeoisie.

Le peu de préparation académique n'a pas empêché l'implication active des femmes dans les luttes ouvrières et sociales. C'est ainsi qu'on est arrivé à des conquêtes sociales telles que l'égalité des salaires, des congés de maternité, des

(suite page 8)

CES PAGES ONT ÉTÉ PRÉPARÉES PAR DES FEMMES CHILIENNES DU "GROUPE D'APPUI À LA RÉSISTANCE CHILIENNE" (GARCH).



Pouvoir populaire: manifestation d'appui aux travailleurs du cordon "Vicuna Mackenna".

allocations familiales, l'exemption de travaux lourds.

Les luttes des femmes

La femme a montré un grand courage en diverses occasions, que ce soit en participant directement à ses propres grèves ou comme force d'appui dans les mobilisations de leurs compagnons. Nous pourrions citer la grève de SEWEL sous le gouvernement de Frei, une mine administrée et exploitée par des compagnies américaines, durant laquelle ce fut la femme qui prépara et organisa la subsistance de la famille pendant les jours difficiles de la grève. D'avance elle commençait à acheter des vivres non périssables pour les utiliser durant la grève. A plusieurs reprises, elle monta elle aussi la garde, empêchant l'entrée des travaux aux employés et aux ouvriers qui s'étaient vendus aux patrons.

Sous l'administration de Alessandri, représentant des partis libéral et conservateur, les femmes des Postes et Télégraphes à Santiago déclarèrent une grève de la faim, réfugiées dans les jardins du Congrès National, pour faire pression sur le Gouvernement afin d'obtenir une augmentation de salaire.

Dans le contexte de l'accentuation de la lutte de classe sous le Gouvernement de l'Unité Populaire, la participation syndicale de la femme se radicalise davantage. C'est ainsi qu'elles s'organisent dans les usines, prennent une part active aux travaux des cordons industriels, prennent part aux comités de surveillance et arrivent, dans quelques industries, à solutionner les problèmes objectifs qu'elles devaient affronter en cherchant des mécanismes qui lui permettent d'alléger les tâches domestiques et, conséquemment, une plus grande intégration au processus politique. Parmi ces réalisations, nous pourrions citer la préparation en usine de repas pour la famille, ce qui se concrétise à titre d'expérience, mais qui n'arrive pas à se généraliser à cause du coup d'Etat.

Bien que, dans les plans du gouvernement, on se préoccupait de la situation de la femme, les contradictions mêmes de cette période ont fait que le grand potentiel révolutionnaire représenté par la femme prolétaire n'a pas pu être canalisé de manière efficace. Seuls les secteurs féminins les plus radicalisés ont fait valoir la nécessité de faire un travail spécifique, idéologique et politique, destiné à bloquer la propagande réactionnaire que la droite organisée faisait circuler systématiquement pour confondre et terroriser la femme.

Les organisations populaires

La conscience du droit au logement convenable pousse les femmes à s'organiser et à participer activement aux occupations de terrains vacants, du domaine public ou privé, accélérant ainsi le développement des campements.

Dans les bidonvilles on retrouve des organismes destinés à améliorer les conditions existantes. Les "Centres de Mères", composés de groupes de femmes d'un même quartier ou d'un même bidonville, avaient été mis de l'avant par le Gouvernement Frei dans le but d'amener les femmes à accepter plus "parfaitement" leur rôle de "maîtresse de maison", à partir de l'idée que l'intégration à l'état bourgeois permettrait de dépasser la marginalité de la femme. Mais, pendant le Gouvernement de l'U.P., ces "Centres

suite à la page 9

Bidonville, au moment de la prise de pouvoir par l'unité populaire.

"Nous luttons pour quelque chose de plus qu'une maison et nous ne resterons pas les bras croisés!"

de Mères" acquièrent une tout autre dynamique: le niveau de conscience des femmes augmente et on commence à faire face aux problèmes de la rareté des aliments et du marché noir, par l'organisation des JAP ("Juntas de abastecimiento y precios" — comités de ravitaillement et de contrôle des prix) pour contrôler les abus des commerçants. De même on commence à voir la nécessité de former de petits ateliers pour améliorer le niveau de vie, dans un secteur donné.

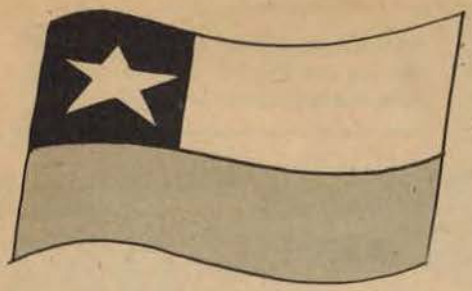
Face aux graves problèmes de santé, qui touchent directement les couches les plus défavorisées, on commence à organiser les "Conseils communaux de la santé" (organisations comprenant du personnel hospitallier et des citoyens, ayant pour but de former les gens pour les premiers soins et la prévention des maladies). Lors de réunions de ces Conseils, on analyse les problèmes les plus fréquents du quartier, dans le but de les surmonter (manque de transport en commun, de systèmes d'égoûts, etc...). Pour régler le problème des enfants abandonnés par leurs mères qui travaillent, on propage, à grande échelle, la formation de garderies.

Ces organisations sont coordonnées par le Secrétariat de la Femme. Les objectifs fondamentaux de ce Secrétariat étaient de permettre à la femme d'acquérir une connaissance de la réalité nationale, en même temps que de former des monitrices qui puissent mettre ces connaissances au service de leurs propres communautés.

Le bureaucratisme des institutions publiques, qui ne fut pas éliminé sous l'Unité Populaire, empêcha le Secrétariat d'agir vraiment comme agent agitateur; à cause du manque de combativité, il a servi de frein aux mobilisations populaires.

Dans le secteur agricole, la grande réalisation de l'Unité Populaire a été de créer les Centres de la Réforme Agraire (CERA), qui s'opposaient à la division des grandes terres faites auparavant, laquelle division maintenait le système de propriété privée. La participation de la femme dans les CERA fut très active, surtout dans les centres médicaux d'éducation préventive et dans la création d'écoles où se faisaient des débats idéologiques, par exemples au sujet des réserves (parcelles des propriétés terriennes qui restaient aux mains des anciens patrons).

Un grand nombre de femmes anonymes sont mortes dans les massacres perpétrés contre la classe ouvrière (les tueries de Santa Maria de Iquique, de Ranquil, de San Gregorio, de el Salvador, de Puerto Montt et autres). Un grand nombre encore souffrent dans les prisons des fascistes . . .



PARTICIPATION DE LA FEMME À LA RÉSISTANCE POPULAIRE

Evoquer la Résistance Populaire chilienne de l'étranger est chose nécessairement limitée et incomplète. Les difficultés d'accès à des informations d'actualité, les mesures de sécurité inhérentes à certaines actions révolutionnaires à l'intérieur du pays, les interprétations partiales que nous pouvons donner des faits connus, nous rendent difficile un exposé et une analyse de la Résistance. Pourtant, conscientes de ces limitations nous essaierons de faire voir ce qui en est, à notre sens, de la Résistance au Chili, et ce qu'est la participation des femmes comme élément actif de ce processus.

La Résistance existe et progresse

Depuis le coup militaire de septembre '73, les gorilles au pouvoir ont tenté d'asservir la classe ouvrière mais **n'ont pas atteint leur objectif.** La classe ouvrière, qui a une tradition de lutte et un projet révolutionnaire, ne se soumet pas, malgré la répression sanguinaire que maintient la Junte. Les organisations des partis de gauche et les syndicats se reconstruisent clandestinement, les comités de Résistance se multiplient de jour en jour. La Résistance aujourd'hui se transforme en une force sociale, en un processus de masse, elle prend des formes multiples aux manifestations diverses.

Dans les milieux de travail, depuis la fin de 1973, on assiste à des actes de résistance, une résistance passive qui se manifeste par l'absentéisme, la diminution volontaire de la production, etc... La résistance qu'on peut appeler active se manifeste par des arrêts de travail, des grèves partielles, des protestations, etc... ce qui, dans le contexte d'intense répression, signifie un refus total du pouvoir de l'Etat. Les camarades ouvrières qui ont **initié** et participé à ces actions subissent la torture et l'emprisonnement, mais d'autres continuent et développent ces manifestations. Les quotidiens chiliens eux-mêmes, contrôlés par les intérêts économiques que représente la Junte, ont été obligés de parler de ces actions.

Au niveau des quartiers, et de l'opinion publique en général, c'est spontanément qu'on s'oppose à la Junte et qu'on développe des activités de résistance. Dans les premiers mois les perquisitions massives sans discrimination aucune, à grand déploiement d'hommes et d'armes, prétendaient annuler par la terreur toute attitude de solidarité. Beaucoup de femmes, au risque de leur vie, ont caché des personnes recherchées ou ont collaboré à mettre en place des réseaux de sécurité pour les organisations de gauche. Celles qui ont survécu et d'autres qui se joignent à elles continuent à participer à ce type d'actions. Tout aussi significatif est le fait que les 11 de chaque mois, les actes de protestation se font plus nombreux allant même jusqu'au refus d'acheter les denrées indispensables.

Des réponses à des besoins concrets

La situation économique insoutenable, la faim croissante ont conduit plusieurs familles à partager la marmite commune. A cette occasion se réunissent des groupes de personnes et ainsi se développent de nouvelles formes d'organisation des masses, nées des nécessités concrètes du moment. La femme contribue à organiser et maintenir ce service communautaire. La résistance spontanée cherche des réponses au chômage massif et toujours croissant: les chômeurs qui obtiennent du travail à temps partiel se regroupent et les rémunérations sont réparties selon la nécessité de chacun. Des groupes de familles vivent du fruit de petits

(suite page 11)

commerces, la femme contribue en faisant de la confection, en voyant à la bonne marche du commerce, en vendant à domicile, etc...

Beaucoup d'initiatives, difficiles à énumérer, se développent dans cette perspective. Le succès de celles-ci dépend, en grande partie, de l'aide solidaire internationale. De petits ateliers d'artisanat fonctionnent dans les quartiers populaires. Ils doivent affronter des problèmes d'approvisionnement en matières premières, des problèmes de marché, de possibilitées d'exportation, etc... La femme travaille activement dans ces centres. La survie de beaucoup de familles dépend du résultat économique. La solidarité internationale joue, à ce sujet, un rôle primordial. A l'intérieur du Chili, des militants de tous les partis de gauche et des militants de la résistance, surmontent les barrières des partis et travaillent en fortifiant l'unité à partir de la base.

La résistance engendre les germes de nouvelles organisations populaires qui se manifestent à tous les niveaux. Face aux difficultés de l'éducation, du coût élevé des inscriptions et du matériel scolaire, les étudiantes réalisent des collectes pour financer leurs dépenses, vont frapper aux portes des maisons des riches, dénonçant ainsi la situation. Des enfants d'âge scolaire, des hommes et des femmes organisent ces actions.

Le mouvement de Résistance Populaire

Nous sommes d'accord pour caractériser le mouvement de Résistance populaire comme un mouvement social, de masse, politique où peuvent participer tous les partis et les organisations décidés à lutter contre la dictature jusqu'à son renversement. Le comité de Résistance populaire est une expression organique et nécessairement constitué d'une façon clandestine. C'est une étape défensive stratégique. Dans ses actions, il harcèle par tous les moyens la dictature. Il répand ses idées et ses actions révolutionnaires par l'agitation, la propagande massive. C'est ainsi, que tous les jours apparaissent des inscriptions sur les murs, dans les autobus, dans les toilettes, etc... Les forces répressives effacent ces inscriptions qui réapparaissent presqu'immédiatement. Il y a également la diffusion de brochures. Les comités de résistance encouragent de petites actions de sabotage: gaspillage massif, augmentation des coûts d'entretien, etc...

La résistance dans les prisons

La résistance se manifeste aussi dans l'attitude des prisonniers politiques. Des camarades résistent aux tortures physiques et psychologiques, sans renoncer et sans donner les informations que veulent leur extorquer leurs tortionnaires. L'attitude exemplaire de Lumi Videla, assassinée sauvagement après des mois de tortures, illustre bien cet aspect.

Dans les camps de concentration et les lieux de détention, il y a divers indices de résistance. Les organisations de prisonniers vont de l'accomplissement de services (rotation dans les tâches ménagères, cuisine, etc...) à la promotion de petits ateliers, de discussion de groupe, de cours. L'unité et la solidarité des prisonnières va augmentant sans cesse face à la répression systématique exercée contre elles (châtiments spéciaux à ceux qu'on pense être des dirigeants en puissance, infiltration, interdiction de réunions, etc...). La solidarité des familles des prisonniers politiques, des amis et des comités d'appui sont des contributions concrètes et valables à la Cause.

GARCH.

TÉMOIGNAGES

Suite de la page 5

La fonctionnaire de ce récit a eu la chance d'être interrogée après que la pression internationale a obligé les dictateurs à atténuer les tortures et les brutalités sur les femmes. D'autres fonctionnaires ont dû supporter jusqu'à 4 interrogatoires, pour être ensuite libérées sans qu'on ait relevé de charge contre elles. Ce fut le cas d'une fonctionnaire administrative du même hôpital, de 50 ans, mère de plusieurs enfants et grand-mère. Le 10 octobre, elle est arrivée au Stade National avec plus d'une centaine de camarades de travail après être passée par le camp

de détenus de Cerro de Chena. Le 12 octobre, elle a été amenée à midi sur le lieu de l'interrogatoire, les yeux bandés. Là, un homme lui a parlé sur un ton paternaliste en disant que si elle collaborait avec eux elle n'aurait pas de problèmes, mais que si elle ne le faisait pas elle en supporterait les conséquences. Comme elle disait qu'elle n'avait rien à dire, l'interrogateur ordonna: "Fusillez tout de suite cette malheureuse, je n'ai plus le temps de l'interroger." Les yeux bandés on la mit en face d'un mur, le dos tourné à un groupe en uniforme. L'interrogateur s'approcha pour lui demander ses dernières paroles. Elle répondit qu'elle n'avait rien d'autre à dire si ce n'est qu'on allait commettre une injustice. Ensuite elle sentit qu'on lui mettait un carton dans le dos et qu'on donnait l'ordre de tirer. On entendit un cliquetis mais aucun coup de feu. Comme elle restait ferme et sans parler, on l'a placée dans une pièce et on s'est mis à la frapper sur les oreilles comme pour lui crever les tympans. L'une de ses oreille fut atteinte. Elle était debout en face du tortionnaire, elle sentait la présence d'autres personnes dans la pièce. Les questions étaient les mêmes: "Où sont les armes? Où sont les médicaments volés? Que sais-tu du docteur Tello?" Comme elle ne répondait pas l'interrogateur augmentait les coups. A plusieurs reprises il lui frappa les fesses du poing et lui donna même un coup de pied qui la fit rouler par terre. On lui ordonna de se déshabiller au milieu des insultes les plus grossières. Un moment après, le tortionnaire mit la main sur l'épaule de la femme et la conduisit vers une autre pièce où il y avait une forte odeur d'iode et de remèdes. Elle l'avertit immédiatement qu'il était dangereux de lui faire du Penthotal car elle avait une affection cardiaque. Les interrogateurs ont dû y renoncer. On lui ordonna de s'habiller et de sortir de la salle. Ses nerfs étaient à bout et quand elle sortit dans la cour elle tomba, mais elle n'avait ni parlé ni versé une larme malgré les coups. On l'avait interrogée pendant 2 heures et demie. Quelques jours après elle a été de nouveau interrogée de la même façon. Les mêmes coups, les mêmes questions. On l'a fait se déshabiller et se coucher sur un lit de camp. Elle avait les yeux bandés. Elle a senti qu'on lui mettait un tampon de coton dans l'anus et un moment après qu'on posait des objets comme des pièces de monnaie sur ses seins. Ensuite un courant violent la fit frémir et se contorsionner. La secousse la laissa étourdie. Ensuite les coups et les questions continuèrent et au bout d'un moment elle fut laissée dans la cour.

Presque une semaine après, elle fut de nouveau interrogée, et les coups et les questions se répétèrent. Les coups de poing dans les côtes et les reins furent nombreux, mais il n'y eut plus de courant. A ces trois occasions on lui fit signer une déclaration qu'elle ne put lire parce qu'elle avait les yeux bandés.

Ce n'est que la quatrième fois, interrogée sans bandeau et sans coups, qu'elle put voir la déclaration qui la décrivait comme une extrémiste. Elle fut mise en liberté provisoire près de 25 jours après son arrestation. Mais elle sortit le front haut et renforcée dans ses convictions révolutionnaires. Au stade elle eut l'occasion de connaître d'autres drames. Tel celui d'une sociologue de 30 ans qui était allée à Cuba et qu'on accusait d'être une "dangereuse extrémiste". Elle fut soumise aux tortures et aux vexations les plus ignominieuses. On lui versa du sperme dans la bouche. On la tortura plusieurs fois à l'électricité et lui introduisit une main dans le vagin. Elle fut interrogée à trois reprises et à chaque fois elle revint pleine de meurtrissures et presque inconsciente. On lui donnait des coups avec une matraque de caoutchouc. Elle resta physiquement et psychiquement traumatisée.

Une femme du peuple

J'ai vu une femme du prolétariat, âgée, déformée, l'air timide, revenir d'un interrogatoire. Elle avait la figure arrachée par les coups et le corps marqué. Ses poignets avaient des plaies. Une délégation de l'ONU a visité le camp de concentration des femmes. Nous leur avons montré cette femme qui raconta en pleurant la façon dont elle avait été torturée. Elle avait été pendue par les poignets et battue, tandis qu'ils faisaient la même chose à son mari. Les délégués furent impressionnés et demandèrent que ces pratiques cessent.

Un groupe de dirigeants politiques et syndicaux avait écrit une lettre dénonçant les tortures. Cette lettre fut introduite furtivement dans la poche de l'un des délégués.

LE CHILI DERRIÈRE LES BARBELÉS

CHACABUCO

Ce camp est situé à 125 milles de la ville d'Antofagasta, au milieu du désert d'Atacama, au nord du Chili.

La ville du salpêtre - Chacabuco - portait jusqu'au coup d'Etat le nom de Fantôme du Désert parce qu'elle fut abandonnée il y a 30 ans, suite à la crise économique qui affecta le salpêtre; le climat désertique, plus inclément dans l'Atacama que dans le Sahara, selon les experts, s'est chargé de transformer ce village en ruines solitaires.

Le jour le soleil brûle la peau et la nuit le froid intense est insupportable.

Dans cette ville abandonnée, convertie en camp de concentration, on a conduit 700 prisonniers politiques, accusés d'être des sympatisants ou des militants de partis de gauche. On y a imposé le système de travaux forcés et on y soumet les prisonniers à toutes sortes d'humiliations.

Un des médecins qui y est prisonnier déclarait dans une entrevue que la majorité souffre de troubles psychiatriques, d'insomnie, de dépression, etc.

L'ÎLE DAWSON

C'est une des nombreuses îles de la région du détroit de Magallanes, située à 12 degrés au nord du cercle polaire antarctique. La température se maintient à l'année longue en bas de 0% degré centigrade.

Dans des cabanes improvisées et dans des conditions plus que précaires vivent sur cette île, 300 prisonniers originaires des provinces du sud du Chili. C'est dans ce camp qu'ont vécu pendant plusieurs mois les autorités et les personnalités du gouvernement de l'Unité Populaire qu'on a par la suite évacuées vers d'autres camps.

L'ÎLE QUIRIQUINA

C'est une base militaire de la Marine située dans la province de Concepcion. Son climat se caractérise par des pluies torrentielles qui s'abattent sur la région, et par des vents qui ont la force d'ouragan.

Les prisonniers vivent dans des barraques improvisées.

BASE MILITAIRE DU MONT CHENA

Situé dans la province de Santiago, département de San Bernardo, ce camp de manoeuvres militaires fut transformé en camp de concentration après le coup d'Etat. En plus d'y torturer les pensionnaires du lieu, on y amène d'autres prisonniers pour les flageller ou les fusiller.

38 RUE LONDRE

Cette adresse était celle des bureaux du Parti Socialiste. Aujourd'hui, c'est un des principaux centres d'expérimentation en tortures de la DINA (Direction de l'Intelligence Nationale). Toutes les méthodes de flagellations ont été utilisées dans ce centre. Une des dernières "trouvailles" consiste à faire assister les prisonniers à des projections de films où l'on montre les tortures infligées à leurs amis (application du courant électrique, ablation des testicules, brûlures et autres mutilations qui conduisent souvent les victimes à la mort).

COIN DES RUES BANDERA ET HUERFANOS

Centre de tortures de la DINA, fonctionnant dans les locaux d'une ancienne librairie.

632 RUE AUGUSTINAS

Les locaux situés à cette adresse étaient ceux de l'Ecole de Service Social du Service National de Santé. Ils ont été aménagés pour en faire un centre de tortures et une prison pour les médecins.

ACADÉMIE DE GUERRE DE L'AVIATION CHILIENNE

Ce centre de tortures est sous la direction immédiate de Gustavo Leigh Guzman (l'un des 4 militaires formant le gouvernement de la Junte). C'est là que furent torturés les hauts dirigeants de l'Unité Populaire et les militaires anti-golpistes.

RÉGIMENT TACNA

Ce régiment est l'endroit où l'on a assassiné des centaines de patriotes le jour même du coup d'Etat, entre autres ceux qui se trouvaient au Palais de la Moneda. Aujourd'hui, c'est une prison et un centre de tortures.

ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE SAN BERNARDO

Cette école est devenu la prison pour les militaires anti-golpistes de l'Armée chilienne qui sont là pour un temps indéfini, victimes de traitements inhumains et dégradants.

SOURCES:

- Comité de Coopération pour la Paix au Chili
- Rapport d'Amnistie Internationale
- Sources de la Résistance

LOTA

Sous les galeries marines
submergées dans la désespérance,
comme un fleuve de gémissements
pour extraire la substance
des époques anciennes
de végétation pétrifiée,
la nuit et la poussière aux poumons,
la tristesse au regard,
pour éclairer la maison de l'étranger,
pour nourrir la machine infernale...

Tout est noir et amer à Lota.
Dans les ruelles étroites,
sous les humbles fenêtres
rien que les chiens pour hurler
oeil et gueule vers le ciel.

Car à Lota rien
que nuits noires
et chiens tristes
parce que rien
que tristesse et solitude
dans les ruelles et les fenêtres.

Trois ans seulement:
chants et espérances
Trois ans seulement: le charbon
fut lumière et chaleur à domicile.

Rapide par chemin de fer,
léger par bateau,
il fut ami, messager,
il fit crépiter les fourneaux,
donnant aux pauvres
sa flamme nette.

Trois ans seulement
il fut compagnon dans la montagne
pour fondre dans le cuivre
ron rire clair.
Trois ans seulement
il se multiplia tous les jours
pour donner souliers,
pain, lait, école
aux enfants de Lota
et de tout mon pays.

Aujourd'hui se referme sur nous
la nuit noire
aujourd'hui nous remuons la terre
et nous mangeons la poussière,
aujourd'hui nous enterrons
chaque jour notre coeur
au plus profond des galeries
sous-marines
aujourd'hui ne nous tient à la vie
qu'un mot...

Car vers les rues cachées de Lota
se tend la main solidaire
depuis les autres gisements du monde
féroces dans la lutte
loyaux dans la distance,
déjouant la botte traîtresse
et l'épée mercenaire
cette main arrive jusqu'à nous
en cette heure amère.

D'une camarade chilienne.

CHILI: TRIBUNAL RUSSELL II

RAPPORT: PROF. LUIS VITALE

LA RÉPRESSION
Population du Chili: 9,500,000

Du 11 septembre 1973 au 5 janvier 1975	**Chiffres approximatifs**
MORTS	20.000
PRISONNIERS	
De 15 mois à 1 mois	60,000
De 1 à 30 jours	90,000
BLESSÉS	Des douzaines de mille
ASILES ET EXPULSÉS	Des centaines
PERSONNES QUI SONT FORCÉS DE QUITTER LE PAYS AVEC LEURS FAMILLES	100,000
CHOMAGE FORCE DANS LES EMPLOIS PUBLICS	90,000
CHOMAGE FORCÉ DANS LES USINES, MINES, LATIFUNDICS, COMMERCE	110,000

Ces chiffres ne tiennent pas compte des personnes qui sont emprisonnées pour trois à dix heures. Par exemple, à Santiago, en août-septembre 1974, on a détenu 14,000 personnes.

En janvier 1975, on considère que 400 personnes sont emprisonnées chaque semaine.

CAMPAGNE POUR LES ENFANTS TORTURÉS

UNE CAMPAGNE POUR FAIRE CESSER LA TORTURE DES ENFANTS AU CHILI A ÉTÉ MISE SUR PIED PAR LE GROUPE DES "CHRÉTIENS POUR LA SOLIDARITÉ"
C.F. PATRICK DONOVAN
CASE POSTALE 115, STATION "N", MTL.

Faire cette campagne c'est libérer des militantes pour la Révolution au Chili, c'est aussi contribuer à rendre plus clair, ce qui lie la libération des femmes, comme groupe social, à celle des prolétaires comme classe.

Tous les partis de la Gauche Chilienne font de cette campagne une priorité pour le mouvement international de solidarité avec le peuple chilien. Récemment, au Tribunal Russell II, Carmen Castillo, militante du MIR, a lancé un appel pour la libération des femmes et des enfants du peuple et en particulier pour celle de Laura Allende. La coordination de la Gauche Chilienne à l'extérieur a lancé une campagne ayant pour objectif la libération de femmes chiliennes.

Bien que la campagne doit se faire pour la libération de toutes les militantes connues comme celles dont personne ne parle, il est nécessaire de poser un objectif concret réalisable dans un futur proche. Ainsi nous allons demander la libération des six femmes pour qui une campagne est lancée internationalement.

L'objectif de la campagne est concret et réalisable. Il suffit de se rappeler les victoires gagnées par le mouvement de solidarité avec le peuple chilien et la Résistance chilienne:

- **la libération de Clodomiro Almeyda, ministre des Affaires extérieures sous Allende, emprisonné dans l'Ile Dawson durant des mois;**
- **celle de Carmen Castillo, compagne de Miguel Enriquez (ex-secrétaire général du MIR);**
- **Manuel Cabieses, journaliste directeur de la revue de gauche Punto Final.**

Ce sont toutes ces actions, depuis la signature de pétitions, l'envoi de lettres, la diffusion de communiqués, la tenue de manifestations et de réunions publiques, jusqu'aux missions d'enquêtes, la constitution de Tribunal ou de commissions d'enquêtes qui rendent ces victoires possibles. Aussi pouvons-nous espérer la libération de ces femmes, si nous mettons les énergies suffisantes.

UN OBJECTIF CONCRET ET RÉALISABLE

Leda Santibanez

Membre du Comité Régional du Parti Socialiste de Valvidia. Agée de 40 ans, condamnée à l'emprisonnement à vie. Fut professeur et directrice de la Banque de Valvidia quand celle-ci fut nationalisée sous l'Unité Populaire. Est actuellement dans un camp de concentration, a subi des tortures.

Laura Allende

Membre du Parti Socialiste, elle a consacré sa vie politique à la défense des pobladores des secteurs marginalisés et pauvres, des paysans et ouvriers chiliens qui l'ont élue trois fois député et qui lui donnèrent la plus haute votation de tous les parlementaires de l'Unité Populaire aux dernières élections de mars 1973.

Les militaires pensent s'en servir comme instrument de chantage contre son fils Andrès Pascal du MIR, selon les dirigeants de la Gauche Chilienne.

Amanda Altamirano

Députée de la Province de O'Higgins, gouverneur du département de Coquimbo, dirigeante poblacionale, veuve, mère de cinq enfants. Est emprisonnée à la Casa Correctionnal de Santiago. Membre du Parti Communiste Chilien.

Maria Josefina Miranda

Professeur, épouse du sénateur Jorge Montes, a été cruellement torturée ce qui l'a conduit au bord de la folie. Ses deux filles ont subi aussi des tortures intenses. M. J. Miranda de Montes est membre du Parti Communiste Chilien.

Fireley Elgueta

Journaliste, a travaillé sous l'Unité Populaire à la Corporation de la Réforme agraire, et dirigé des émissions d'information pour les paysans. Militante du MIR et du Conseil provincial paysan de la province de Cautin (sud du Chili). Condamnée à cinq ans, en appel. Arrêtée le 11 septembre '73, emprisonnée dans la Prison publique de Concepcion.

Natacha Carrion

Médecin-chirurgien, 29 ans, arrêtée avec son mari (fusillé le 15 septembre) médecin aussi. Accusée d'avoir travaillée durant la grève décrétée par l'Ordre des Médecins contre le gouvernement Allende en octobre '72. A été sauvagement torturée, est emprisonnée avec son plus jeune enfant (moins de 2 ans). Militante du MIR - emprisonnée à la prison de Temuco.

AU LIEU D'UNE PÉTITION, CETTE FOIS-CI NOUS ENVOYONS DES CARTES POSTALES:

- Chaque carte demande la libération d'une de ces prisonnières.

- Il y a quatre (4) destinations différentes:
  - **El Mercurie (Journal de droite chilien)**
  - **Auguste Pinochet (Militaire fasciste chilien)**
  - **P.E. Trudeau (Premier ministre du Canada)**
  - **Kurt Waldheim (Secr. Gén. de l'ONU)**

- Les cartes postales sont disponibles au Comité de Solidarité Québec-Chili, au prix de $0.25 l'unité (timbre inclus.).

- **Nos envois doivent être massifs et *rapides*.**

• 18 AVRIL À L'ÉGLISE ST-LOUIS DE FRANCE

Roy-Berri 7.30 p.m.

•RÉUNION POPULAIRE POUR LA LIBÉRATION DES FEMMES CHILIENNES EMPRISONNÉES

avec CARMEN CASTILLO

- **membre du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR)**
- **compagne de Miguel Enriquez secrétaire général du Mir, mort au combat.**
- **emprisonnée par la Junte et relachée à cause des pressions internationales.**

(Pour d'autres informations: Comité Québec-Chili 842-8459)